



CTM du 7 novembre 2018

Déclaration de FORCE OUVRIERE

Ministères peau de chagrin, fonctionnaires variables d'ajustement...et réciproquement ??

Madame la présidente,
Mesdames, messieurs,
Chers camarades,

La semaine dernière, profitant apparemment d'Halloween, il n'y a eu un jour sans que l'un des membres éminents du gouvernement ne jette un sort sur le service public républicain, sur nos ministères et sur les fonctionnaires.

En commençant par le Premier ministre qui, au détour du deuxième comité interministériel de la transformation publique a annoncé une loi pour le début de l'année 2019 qui doit permettre d'atteindre l'objectif fixé par le Président de la République de supprimer 50.000 postes de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022. Avec au programme : recours très élargi aux contractuels dans les administrations, agence de reconversion pour les fonctionnaires, dématérialisation exacerbée des services publics, ... Il ne fait aucun doute pour FORCE OUVRIERE que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du statut et **ce 29 octobre, et c'est bien un plan massif de licenciements qui a été mis en branle dans la Fonction publique.**

Ce même Premier ministre qui, le même jour, prolonge les dégâts issus de la Déforme Territoriale, en offrant en guise de dote à la future « collectivité européenne d'Alsace » le réseau routier national non concédé ! **Ce 29 octobre, c'est bien le début du démantèlement des Directions Inter-départementales des Routes qui a été initié, c'est bien la porte ouverte à une vaste opération de vente à la découpe !!**

En poursuivant par le ministre de l'Intérieur, se félicitant d'avoir fait main basse sur l'État territorial au travers du transfert de la gestion du programme 333 (fonctionnement des directions régionales et départementales, emplois de direction des DDI et emplois en SGAR) au ministère de l'Intérieur. Ou comment le ministère de l'Intérieur, c'est à dire de l'immédiateté, opère ici un hold-up sur des services censés être garants des enjeux de moyen et long termes. On nous expliquera que ceci est une contrepartie au transfert de la Direction Générale des Collectivités Locales au ministère de la Cohésion des Territoires. Sauf que si l'ancrage de la DGCL était vraiment pérenne dans l'un de nos ministères, le pilotage de l'État territorial par nature interministériel resterait à Matignon.

La semaine dernière, **c'est bien le sort des DDI qui a été scellé, désormais Directions Dédiées à l'Immédiateté dans le cadre du chantier Déjà Défunte Interministérialité.** Avant celui de nos directions régionales qui ne manqueront pas de subir les effets induits par capillarité...

Sans oublier le ministre de l'Action et des Comptes Publics, qui s'interroge publiquement pour savoir **si le recrutement sur contrat ne doit pas devenir la règle**. Pendant que son secrétaire d'État Dussopt tente de continuer à amuser la galerie avec son « nouveau contrat social », juste l'adjonction de quatre chantiers cohérents avec les objectifs du gouvernement : « les fonctionnaires, ça suffit », « les fonctionnaires dehors », « rémunérations : chacun pour soi », « instances de dialogue social direction la casse ».

Et nos ministres dans tout cela ? Nous ne saurions dire quels costumes ils portaient pour Halloween, tant il ont été discrets dans cette séquence. **Victimes consentantes ou collaborateurs zélés de la destruction de leurs ministères ?**

Pour en avoir le cœur net, nous avons demandé l'inscription à ce comité technique des propositions qu'ils ont faites au Premier ministre dans le cadre de la circulaire du 24 juillet dernier. Un sujet faisant écho à un engagement formel de leur part dans le cadre du CTM budgétaire de fin septembre, un engagement qui aurait apparemment été oublié si nous ne l'avions pas exhumé !

Nous exigeons aujourd'hui d'avoir la visibilité sur l'ensemble des maléfices qu'ils proposent d'appliquer aux agents que nous représentons dans le cadre d'AP 2022. Pour que les masques tombent !!! Et nous ne manquerons pas de développer nos positions sur les autres sujets inscrits à l'ordre du jour (création de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires, fusion AFB/ONCFS et avenir des OPA).

Les projets et décisions du gouvernement sont résolument destinés à porter atteinte aux fondements du service public républicain, à faire disparaître les ministères techniques et les fonctionnaires. Avec les mêmes recettes utilisées il y a 25 ans à France Telecom (ce sont nos collègues qui en viennent qui le disent)...avec les résultats que l'on sait, et alors que l'on en est déjà pas loin si l'on se plonge dans le rapport des médecins de prévention de nos ministères.

Si plus de 2000 candidats se sont investis dans 300 listes FO en vue des scrutins du 6 décembre prochain, ce n'est pas pour laisser faire en silence. Leur engagement, c'est de résister aujourd'hui, c'est de revendiquer toujours, et ce sera de reconquérir demain !

Pour que ce que d'aucuns voient comme un rouleau compresseur ne soit au final qu'un mouvement de balancier que l'histoire rangera dans la rubrique « excès que la raison a pu éteindre ».

Leur engagement, ce sera aussi de maintenir un lien de solidarité dans tous les services, **pour qu'aucun agent ne soit abandonné à son sort face à une administration qui ne prend même plus la peine de cacher son jeu pour conduire les réformes : « Neutraliser les opposants » et « Isoler les irréductibles ».** Tout un programme par ailleurs condamnable au plan pénal...

Nous vous demandons formellement de condamner les dérives managériales mises en œuvre au sein de Météo France.

Quelle que soit la hauteur des vagues et la violence de la tempête, **nous ne vous laisserons jamais isoler personne, et nous ne nous laisserons pas neutraliser !**

Je vous remercie.